



Déclaration en matière de protection des données à caractère personnel et de respect de la vie privée

La présente déclaration s'adresse aux personnes physiques agissant pour le compte d'une personne morale, cliente actuelle ou potentielle de CIC Succursale de Bruxelles, succursale belge de l'établissement de crédit de droit français Crédit Industriel et Commercial (ci-après la « **Banque** » ou « **nous** »), ainsi qu'à tous les autres intervenants personnes physiques (personnes de contact, ayant droit économiques, bénéficiaires effectifs, garants, salariés) dont les données nous sont transmises pour l'exécution du contrat/service signé à l'occasion de la souscription de produits et/ou services et tout au long de notre relation (ci-après les « **personnes concernées** » ou « **vous** »).

Elle a pour objectif de vous informer sur la manière dont nous traitons vos données à caractère personnel (« **vos données** ») ainsi que de vous informer sur vos droits à cet égard. Le *traitement* de vos données à caractère personnel vise tant la collecte, l'utilisation que la conservation de celles-ci.

Si vous nous communiquez des données à caractère personnel d'autres personnes concernées que vous, vous vous engagez à leur transmettre la présente déclaration.

Vous trouverez également plus d'informations sur vos droits en matière de protection des données et sur la manière dont vous pouvez les exercer (cf. section VI).

I. Qui est responsable du traitement de vos données ? Quel est votre point de contact en matière de protection de vos données ?

Responsable du
traitement de vos
données

**Crédit Industriel et Commercial, Etablissement de crédit de droit
français agissant par la voie de sa succursale**

CIC Succursale de Bruxelles

Boulevard du Roi Albert II, 2 – B-1000 Bruxelles

Adresse Courriel : cicbrux@cic.be

En notre qualité de responsable du traitement, nous sommes responsables à votre égard du traitement de vos données à caractère personnel conformément à la réglementation applicable, même dans le cas où nous faisons appel à des sous-traitants.

Délégué à la protection
des données (Data
Protection Officer –
DPO)

Service Data Protection (Département Compliance)

Le DPO est à votre disposition pour toutes les questions relatives au traitement de vos données et à l'exercice de vos droits. Vous pouvez le contacter à tout moment par email à l'adresse suivante : cicbeprivacy@bruxelles.cic.be ou par courrier à l'attention du DPO :

CIC Succursale de Bruxelles

Département Compliance

Boulevard du Roi Albert II, 2 – B-1000 Bruxelles

II. Quelles données traitons-nous et à quelles fins ?

La Banque traite différents types de données à caractère personnel vous concernant, pour diverses finalités (voyez ci-dessous).



La Banque attire votre attention sur le fait que si vous refusez de communiquer ces données, ce refus peut empêcher la naissance de relations contractuelles, modifier la nature des relations contractuelles ou influencer la gestion des relations contractuelles.

Les données que nous devons traiter pour engager des **démarches précontractuelles**, conclure et exécuter les **contrats** conclus avec la personne morale.

La Banque doit traiter certaines données afin d'être en mesure de décider si un contrat peut ou non être conclu ou afin d'être en mesure d'exécuter un contrat :

- Vos données d'**identification** : nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, le cas échéant identifiants sécurisés utilisés pour les services de paiement ou votre connexion à notre espace client sur notre site Internet/notre application.
- Vos données de **contact** : numéro de téléphone fixe/mobile, adresse e-mail, domicile, adresse physique autre que celle du domicile, adresse IP, données de connexion à notre espace client sur notre site Internet/notre application.
- Les données liées à votre **statut** personnel (notamment état civil), familial (notamment régime matrimonial), professionnel (par exemple fonction occupée).
- Les données relatives à vos **transactions, à vos produits et services** : données liées à vos transactions bancaires (numéro de carte, identité des délégués/mandataire du compte, montant, bénéficiaire), données liées à vos produits et aux services fournis, utilisation d'outils numériques (e-banking, applications et identifiants utilisés).

La Banque doit parfois transmettre certaines données à caractère personnel à un intermédiaire ou à une contrepartie (par exemple la banque du bénéficiaire d'un paiement).

- Les données liées à l'analyse de votre situation en tant que garant avant l'**octroi d'un crédit** : sans préjudice de nos obligations légales en matière de crédit et d'établissement du risque de notre activité (voir ci-dessous), nous sommes soumis au devoir d'évaluer votre capacité de remboursement en votre qualité de garant et votre solvabilité avant l'octroi d'un crédit. A cette fin, nous analyserons les données que nous jugeons pertinentes (avertissement extrait de rôle, bilans, revenus, dépenses, charges, etc.).

Ces données sont traitées **aux fins** de gestion des relations précontractuelles (octroi d'un crédit par exemple) et contractuelles et de l'exécution de nos services (par exemple : exécution des transactions, envoi des courriers, gestion des comptes, de vos paiements carte, du suivi des sûretés, etc.).

Les données que nous devons traiter pour nous conformer à l'une de nos **obligations légales**.

La Banque est tenue de respecter ses obligations légales. Vous trouverez ci-après les principales raisons légales pour lesquelles la Banque est tenue de traiter vos données à caractère personnel :

- Données d'identification et transactionnelles liées à nos obligations en **matière fiscale**.

Nous traitons certaines de vos données aux fins de nous conformer à des obligations prévues par des conventions internationales d'entraide

et d'échange d'informations en matière fiscale. La Banque est ainsi tenue de répondre aux questions des autorités fiscales ou d'échanger spontanément des informations dans le cadre de la législation fiscale (notamment le Code des impôts sur le revenu, le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA), le Common Reporting Standard (CRS)).

Nous sommes également tenus d'envoyer des informations vous concernant (identité, rôle de mandataire) au Point de Contact Central (PCC) tenu par la Banque Nationale de Belgique (BNB).

- Données traitées dans le cadre de la **surveillance** de notre activité : en tant qu'établissement de crédit, nous sommes tenus de traiter certaines de vos données **aux fins de** détecter, prévenir limiter les risques potentiels de notre activité (également au niveau du Groupe). Ces derniers comprennent notamment les risques de crédit, les risques sur la gestion de l'information et sur le respect de la loi, ou le risque de fraude par des collaborateurs, des clients et/ou des fournisseurs, ou le risque lié à un comportement contraire à l'éthique ou de fautes de collaborateurs.

Nous devons aussi établir et fournir des rapports et répondre à d'éventuelles investigations ou injonctions des autorités de contrôle dont la Banque relève (notamment l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution française, l'Autorité des Marchés Financiers française, le SPF Economie, la BNB et la Banque Central Européenne (BCE)).

- Données traitées dans le cadre d'**injonctions judiciaires** : nous traitons certaines de vos données (par exemple pouvoirs) **aux fins de** nous conformer à toute décision ou requête judiciaire (civile ou pénale).

La Banque est également tenue de répondre aux questions des autorités judiciaires (police, parquet, juge d'instruction et tribunal) dans le cadre de la procédure pénale (voir notamment le Code judiciaire et le Code de procédure pénale).

Les données que nous traitons dans le cadre d'une **mission d'intérêt public**

- Données liées à nos obligations en matière de **prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme** (voir notamment la loi du 18 septembre 2017) :

Nous sommes tenus de mettre en œuvre tous les moyens possibles afin de prévenir, détecter et le cas échéant signaler des opérations de blanchiment ou de financement du terrorisme aux autorités compétentes. A cette fin, nous devons :

- (i) vous identifier, en tant que mandataire, représentant légal, bénéficiaire effectif ou garant ; nous collectons pour ce faire une copie de votre carte d'identité. Nous lirons donc systématiquement votre carte d'identité électronique (eID). Nous veillons à ne conserver que les informations légalement obligatoires auxquelles nous avons accès via votre eID ;
- (ii) déterminer votre profil en termes de « risque de blanchiment des capitaux » ; nous pouvons être amenés à collecter notamment pour ce faire les données relatives à votre secteur d'activités, l'état et l'origine de votre fortune (épargne, succession, vente immobilière, etc.), votre situation éventuelle de « personne politiquement exposée » ;

(iii) contrôler vos opérations et transactions, bloquer certaines opérations ou transactions et, le cas échéant, les signaler à la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF), ce dont nous ne pourrions pas légalement vous informer.

Les entités du Groupe dont la Banque fait partie peuvent également s'échanger et centraliser vos données à l'effet de pouvoir, au niveau du Groupe, dresser votre profil de risque consolidé et instaurer et mettre en œuvre une politique cohérente d'acceptation et de suivi des clients.

- Données liées à nos obligations en matière de lutte contre le **terrorisme** et de la législation sur les **embargos** (voir la législation sur les embargos, notamment les Règlements UE 2580/2001 et 881/2002).

Dans certains cas (par exemple représentant légal et bénéficiaire effectif des personnes morales clientes, porteurs de carte de paiement) nous sommes tenus de filtrer vos données d'identification par rapport à des listes de sanction. Les transactions font en outre l'objet d'un suivi. Dans certains cas, des documents sous-jacents sont demandés et des paiements peuvent être bloqués.

Les données que nous traitons afin de **préserver nos intérêts légitimes**

Outre les circonstances ci-avant qui nous permettent de traiter vos données, nous pouvons également les traiter sur base de notre intérêt légitime, en tant qu'entreprise.

Dans ce cas, nous nous assurons de l'équilibre entre notre intérêt et vos droits (par exemple, traitement de vos données pour maintenir de bonnes relations commerciales avec nos clients). Vous pouvez à tout moment vous opposer au traitement fondé sur notre intérêt légitime (voir section VI) pour autant que nous n'ayons pas de motifs impérieux de poursuivre le traitement.

- Images issues de la **vidéosurveillance** : la Banque se réserve le droit d'équiper ses bâtiments accessibles au public de systèmes de vidéosurveillance, signalés par des pictogrammes.

Les images issues de la vidéosurveillance sont traitées **aux fins** de sécurité des biens et des personnes, de prévention des abus, fraudes et autres infractions dont vous ou nous pourrions être victimes.

- Enregistrement des **communications électroniques / communications téléphoniques** : nous pouvons enregistrer une communication téléphonique / communication électronique (fax, e-mail, message e-banking, etc.) en ce compris leur contenu et les données de trafic (par exemple : heure de réception de l'e-mail) qui s'y rapportent intervenant dans le cadre de nos services.

Ces données sont traitées **aux fins** de preuve des opérations (à votre égard ou à l'égard des autorités de contrôle et/ou judiciaires), de prévention des abus et des fraudes, du contrôle de la qualité du service que nous vous rendons.

- Certaines des données ci-avant sont analysées et utilisées par la Banque **aux fins** de la confection de **statistiques** et de **modèles de risque** (le cas échéant, au niveau du Groupe dont la Banque fait partie). Ces statistiques nous permettent essentiellement de faire des

choix stratégiques pour la Banque (ou le Groupe) et de procéder à l'analyse des clients, des fraudes, des processus, des risques de manière générale.

- Certaines des données ci-avant sont analysées et utilisées par la Banque **aux fins** de procéder à des tests, d'assurer la **formation** du personnel et le contrôle de la **qualité** du service. Nous pouvons par exemple utiliser votre profil comme modèle pour organiser des formations en interne ou optimiser nos services.
- Vos données peuvent également être utilisées **aux fins** de l'administration, de la gestion des risques et du contrôle de l'organisation du Groupe (comme la conformité/compliance entre autres, prévention du blanchiment, les enquêtes y afférentes, etc., la gestion des risques, la gestion des plaintes, l'audit interne et l'audit externe, etc.).

III. Comment collectons-nous vos données ?

Généralement, nous collectons vos données directement auprès de vous par le biais de formulaires. Toutefois, nous consultons parfois des sources externes pour collecter certaines données dans le cadre des finalités précitées.

Par exemple, nous consultons les Annexes du Moniteur belge, le registre des personnes morales et la Banque Carrefour des Entreprises pour confirmer les pouvoirs de représentation des gérants ou administrateurs de personnes morales.

Nous consultons également les médias en ligne, les sites internet d'information ou les sites internet des clients ou des bases de données de tiers (outils de détection de tiers sur les listes réglementaires, moteur de recherche sur internet, etc.) pour nous informer sur les potentiels risques liés à un client dans le cadre de notre mission d'intérêt public de prévention du blanchiment, de lutte contre le terrorisme et de nos obligations en matière d'embargo (voir ci-avant).

IV. Qui a accès à vos données et où sont-elles transférées ?

Qui a accès à vos données ?

- La **Banque** : seules les personnes qui y ont été autorisées et pour qui vos données sont pertinentes pour l'exécution de leur mission auront accès à celles-ci (par exemple, les services assurant l'exécution des transactions et la détection des fraudes).
- Les **entités liées et appartenant au Groupe** dont fait partie la Banque, en Belgique ou à l'étranger, ce notamment, pour dresser un profil de risque consolidé du client requis par la législation anti-blanchiment, dans le cadre de l'administration, de la gestion des risques (dont risque de crédit) et du contrôle de l'organisation du Groupe (voir section I).
- En cas de cession de la Banque ou d'une partie de ses activités ou de restructuration : les **(candidats) acquéreurs** (dans le cadre de leur due diligence par exemple ; ils seront liés par des obligations strictes à l'égard de vos données), les **entités résultant de la restructuration**.
- Des entités autonomes qui traitent vos données suivant les finalités et les moyens qu'elles déterminent (« responsables disjoints ») : il peut s'agir des banques du bénéficiaire de l'un de vos paiements par exemple.

- Les **autorités** fiscales, judiciaires ou réglementaires, sur la base d'une obligation légale : par exemple le Point de Contact Central, ou en exécution d'une requête d'une autorité judiciaire/administrative/réglementaire (par exemple : communication de données à la BNB lors d'un contrôle de conformité de nos services).
- Nos **sous-traitants**. Ceux-ci ne peuvent agir que sur base de nos instructions et sont tenus directement de respecter les obligations prévues par la réglementation applicable en matière de protection de vos données (notamment confidentialité et sécurité), au même titre que nous.

Vous trouverez ci-après la liste, non exhaustive, des sous-traitants avec lesquels nous travaillons.

(i) **Sous-traitants au sein du Groupe** : pour la gestion IT, la Banque collabore notamment avec des sous-traitants au sein du Groupe dont elle fait partie.

(ii) **Sous-traitants pour le secteur financier** : pour l'exécution de certains traitements/ de certaines opérations, la Banque fait appel à des tiers spécialisés.

(iii) **Autres sous-traitants** : la Banque peut également faire appel à d'autres sous-traitants tels que des avocats et autres consultants, des fournisseurs de services ICT, ...

Où peuvent être transférées vos données ?

- Les données qui circulent au sein du Groupe dont la Banque fait partie ne quittent en principe pas le territoire de l'Espace économique européen (EEE).
- Vos données pourront être transférées dans des cas limités et pour des finalités strictement encadrées vers un pays situé hors de l'Union Européenne. Dans ce cas, la Banque s'assure qu'elles sont protégées :
 - Par l'existence d'une décision d'adéquation rendue par la Commission Européenne qui reconnaît au Pays destinataire un niveau de protection adéquat ;
 - Si le niveau de protection n'a pas été reconnu comme équivalent par la Commission Européenne, nous nous appuyons sur la mise en place de garanties appropriées telles que des clauses contractuelles types approuvées par la Commission Européenne.

V. Sécurité

Parce que la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel sont essentielles pour conserver votre confiance, nous veillons à leur sécurité notamment pour empêcher leur perte, altération, destruction.

Nous avons donc mis en œuvre des mesures techniques et organisationnelles afin de protéger vos données, notamment la mise en place de mesures de sécurité physiques, logiques, organisationnelles appropriées, le chiffrement, l'anonymisation pour garantir la confidentialité et l'intégrité de vos données et éviter tout accès non autorisé.

VI. Vos droits – Réclamations

Si des données vous appartenant font l'objet d'un traitement, vous disposez de différents droits à cet égard.

Droit d' accès à vos données	Vous avez à tout moment le droit d'obtenir des informations sur le traitement de vos données (confirmation des données traitées, but du traitement, durée de conservation, destinataires, etc.) et d'obtenir gratuitement une copie de vos données à caractère personnel que la Banque traite.
Droit de rectification de vos données	Vous pouvez obtenir la rectification des données inexacts ou compléter des données incomplètes (par exemple, en cas de changement d'adresse e-mail).
Droit d' effacement de vos données et droit à la limitation du traitement de vos données	Dans certaines circonstances, vous pouvez nous demander : - la suppression des données que nous traitons (par exemple, le profil que nous aurions établi pour vous proposer des nouveaux produits). - de suspendre ou limiter le traitement de vos données, par exemple, lorsque nous traitons vos données dans l'intérêt légitime de la Banque (formation du personnel par exemple) ou si vous contestez l'exactitude de certaines de vos données, le temps de procéder à leur vérification.
Droit à la portabilité de vos données	Dans certaines circonstances, vous pouvez nous demander de transférer les données que vous nous avez fournies (par exemple, les données de vos transactions bancaires) et que nous avons traitées en exécution de notre contrat ou sur base de votre consentement, à vous-même ou directement à un tiers si cela est techniquement possible (par exemple vous pouvez obtenir le transfert du relevé de vos transactions dans un fichier).
Droit d' opposition au traitement de vos données	Vous pouvez vous opposer à tout moment au traitement de vos données collectées pour les intérêts légitimes de la Banque (par exemple à des fins de modélisation des risques) sauf si nous avons des motifs légitimes et impérieux de ne pas accepter (par exemple en cas de vidéosurveillance puisqu'elle sert à la protection des biens et des personnes autres que vous ou en cas d'enregistrements devant nous permettre de nous défendre en cas de litige).
Exceptions à vos droits en matière de prévention du blanchiment et de financement du terrorisme	Concernant les données que nous devons traiter à votre égard en vertu de la réglementation préventive du blanchiment et de lutte contre le terrorisme (voir section II), l'exercice de vos droits est limité par loi du 18 septembre 2017. Vous ne bénéficiez en effet pas du droit d'accès et de rectification de vos données, ni du droit à l'oubli, à la portabilité de vos données, ou à objecter, ni encore du droit de ne pas être profilé ni de vous faire notifier les failles de sécurité. Votre droit d'accès aux données que nous traitons dans ce cadre s'exerce indirectement auprès de l'Autorité de Protection des données (voir ci-dessous).



Mise en œuvre de vos droits

Vous pouvez à tout moment obtenir plus d'informations sur vos droits en matière de protection des données et exercer vos droits ci-avant, **gratuitement**, en contactant notre DPO, qui est votre premier interlocuteur en matière de respect de la vie privée, à tout moment par email à l'adresse suivante cicbeprivacy@bruxelles.cic.be ou par courrier à l'attention du DPO, CIC Succursale de Bruxelles Département Compliance, Boulevard du Roi Albert II, 2 - B-1000 Bruxelles.

Lorsque vous exercer vos droits, la Banque est tenue de vérifier votre identité avec la plus grande rigueur afin d'éviter qu'une autre personne n'exerce vos droits à votre place. Une copie de votre carte d'identité peut donc vous être demandée dans ce cadre.

Droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de la protection des données

Si vous n'êtes pas satisfait de la manière dont nous traitons vos données ou de la manière dont nous vous permettons d'exercer vos droits, vous pouvez introduire une plainte auprès de l'Autorité de Protection des Données, rue de la Presse 35 à 1000 Bruxelles, téléphone : +32 2 274 48 00, adresse e-mail : contact@apd-gba.be, site internet : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/>

VII. Durée de conservation de vos données

Vos données personnelles sont conservées pendant toute la durée de la relation tant que la personne morale utilise nos produits et services. Elles pourront être conservées au-delà de la relation, notamment pour nous conformer à la réglementation applicable, pour faire valoir nos droits ou défendre nos intérêts

Données traitées en raison d'une obligation légale

Les données que nous devons traiter en vertu d'une obligation légale seront conservées pendant le délai imposé par la loi applicable. Par exemple, en matière de prévention du blanchiment, nous sommes tenus de conserver les documents liés aux mesures anti-blanchiment au moins 10 ans.

Données traitées pour assurer l'exécution du contrat

Nous conservons les données 10 ans à compter de la fin du contrat ou de l'exécution de la transaction, dès lors que des contestations peuvent être soulevées dans ce délai. Ce délai pourrait être prolongé si un litige perdurait après ce délai.

Données traitées dans l'intérêt légitime de la Banque

- ☐ Vidéosurveillance : les images vidéo sont conservées un mois maximum. Cette durée pourra être prolongée si les images doivent être utilisées comme preuve de transaction ou d'infractions.
- ☐ Communications électronique/téléphoniques : les données relatives aux communications électroniques/téléphoniques et le contenu de celles-ci pourront être conservées jusqu'à la fin de la période pendant laquelle l'opération sous-jacente pourra être contestée en justice.



VIII. Divers

La Banque est en droit de modifier la présente déclaration. La version la plus récente est disponible sur <https://www.cic.be>

La Banque vous avertira de toute modification sur son site Internet, par e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

Pour plus d'informations sur la législation en matière de protection de la vie privée en Belgique, vous pouvez consulter le site Internet de l'Autorité de Protection des Données : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be>.

Version du 01 octobre 2026